

|  |
| --- |
| **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**  **Travaux d’entretien de 4 échangeurs à plaques V130 pour la période 2026 – 2029**  **du site François Mitterrand de la Bibliothèque nationale de France** |

|  |
| --- |
| **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**  **Version du 24/10/2025** |

**SOMMAIRE**

I. PARTIE ADMINISTRATIVE 4

[1 OBJET ET FORME DU MARCHE 4](#_Toc212475939)

[1.1 Objet du marché 4](#_Toc212475940)

[1.2 Forme du marché 4](#_Toc212475941)

[2 PIECES CONTRACTUELLES 4](#_Toc212475942)

[3 DURÉE – DÉLAIS 5](#_Toc212475943)

[3.1 Durée 5](#_Toc212475944)

[3.2 Délais particuliers d’exécution du marché 5](#_Toc212475945)

[4 INTERVENANTS 5](#_Toc212475946)

[4.1 Titulaire 5](#_Toc212475947)

[4.2 Maître de l'ouvrage 5](#_Toc212475948)

[4.3 Conducteur d’opération 5](#_Toc212475949)

[5 OBLIGATION DES PARTIES 5](#_Toc212475950)

[5.1 Généralités 5](#_Toc212475951)

[5.1.1 Forme des notifications 5](#_Toc212475952)

[5.1.2 Ordres de service 5](#_Toc212475953)

[5.2 Obligations du Titulaire 5](#_Toc212475954)

[5.2.1 Obligation de résultat 5](#_Toc212475955)

[5.2.2 Connaissance des lieux et environnement 6](#_Toc212475956)

[5.2.3 Obligation d’information, de conseil et d’alerte 6](#_Toc212475957)

[5.3 Obligations de la BnF 6](#_Toc212475958)

[6 CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION DES PRESTATIONS 6](#_Toc212475959)

[6.1 Contenu des prestations 6](#_Toc212475960)

[6.2 Description des prestations 6](#_Toc212475961)

[6.3 Mesures générales 7](#_Toc212475962)

[6.4 Obligations relatives au personnel 7](#_Toc212475963)

[6.4.1 Garantie de compétence 7](#_Toc212475964)

[6.4.2 Tenue et comportement du personnel 7](#_Toc212475965)

[6.4.3 Stabilité du personnel 7](#_Toc212475966)

[6.5 Consignes d'accès 8](#_Toc212475967)

[6.6 Locaux mis à disposition 8](#_Toc212475968)

[6.7 Dispositions particulières 8](#_Toc212475969)

[6.8 Signalisation des chantiers 8](#_Toc212475970)

[6.9 Gestion des déchets 9](#_Toc212475971)

[6.10 Sécurité et hygiène des chantiers- Etablissement du plan de prévention 9](#_Toc212475972)

[6.11 Plan de prévention (avant toute intervention dans les sites BnF) 9](#_Toc212475973)

[7 CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION DES PRESTATIONS 9](#_Toc212475974)

[7.1 Désignation des interlocuteurs 9](#_Toc212475975)

[7.2 Suivi de la prestation 9](#_Toc212475976)

[7.2.1 Réunion de lancement 9](#_Toc212475977)

[7.2.2 Réunions spécifiques 10](#_Toc212475978)

[7.2.3 Compte-rendu 10](#_Toc212475979)

[7.3 Horaires 10](#_Toc212475980)

[7.4 Protocole de sécurité 10](#_Toc212475981)

[7.5 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits 10](#_Toc212475982)

[8 DEVELOPPEMENT DURABLE 11](#_Toc212475983)

[8.1 Clause sociale « ACCUEIL STAGIAIRE ECOLE » au bénéfice d’élèves de troisième et de seconde issus d’établissements classé en Réseau d’Éducation Prioritaire (REP), ou en Réseau d’Éducation Prioritaire renforcé (REP+) ou quartiers prioritaires de la politique de la ville 11](#_Toc212475984)

[8.2 Exigences environnementales relatives aux produits et procédés d’entretien des échangeurs thermiques à plaques 11](#_Toc212475985)

[8.3 Clause environnementale générale 11](#_Toc212475986)

[9 STIPULATIONS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE 12](#_Toc212475987)

[9.1 Modalités d’établissement des bons de commande 12](#_Toc212475988)

[9.2 Contenu des bons de commande 12](#_Toc212475989)

[9.3 Point de départ de la notification par courriel d’un bon de commande 12](#_Toc212475990)

[9.4 Notification des bons de commande 12](#_Toc212475991)

[10 CONTROLE ET RECEPTION DES LIVRABLES 13](#_Toc212475992)

[10.1 Documents à fournir avant l’exécution des travaux 13](#_Toc212475993)

[10.2 Documents à fournir pendant l’exécution des travaux 13](#_Toc212475994)

[11 VERIFICATIONS - RECEPTION DES TRAVAUX 13](#_Toc212475995)

[11.1 Vérification des travaux 13](#_Toc212475996)

[11.2 Réception des travaux 13](#_Toc212475997)

[12 PENALITES 14](#_Toc212475998)

[12.1 Modalités d’application des pénalités 14](#_Toc212475999)

[12.2 Pénalités de retard 14](#_Toc212476000)

[12.3 Pénalité pour absence injustifiée aux réunions 14](#_Toc212476001)

[12.4 Absence de nettoiement des emprises de chantier 14](#_Toc212476002)

[12.5 Pénalité pour perte de badge 14](#_Toc212476003)

[12.6 Absence d’une carte d’identité professionnelle sécurisée 14](#_Toc212476004)

[12.7 Pénalités pour manquement aux engagements environnementaux et sociaux 14](#_Toc212476005)

[13 PRIX 14](#_Toc212476006)

[13.1 Nature et forme des prix 14](#_Toc212476007)

[13.2 Contenu des prix 15](#_Toc212476008)

[13.3 Variation des prix 15](#_Toc212476009)

[13.4 Clause butoir 15](#_Toc212476010)

[13.5 Clause de sauvegarde 15](#_Toc212476011)

[14 MODALITES DE PAIEMENT 16](#_Toc212476012)

[14.1 Acomptes 16](#_Toc212476013)

[14.2 Facturation 16](#_Toc212476014)

[14.3 Modalités de règlement 16](#_Toc212476015)

[14.4 Délais de paiement 16](#_Toc212476016)

[15 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE 16](#_Toc212476017)

[15.1 Retenue de garantie 16](#_Toc212476018)

[15.2 Avance 16](#_Toc212476019)

[16 SOUS-TRAITANCE 17](#_Toc212476020)

[16.1 Désignation de sous-traitants 17](#_Toc212476021)

[16.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants 17](#_Toc212476022)

[17 GARANTIE 17](#_Toc212476023)

[17.1 Garantie de parfait achèvement 17](#_Toc212476024)

[18 PROPRIETE INTELLECTUELLE 17](#_Toc212476025)

[19 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL 17](#_Toc212476026)

[20 RESILIATION 18](#_Toc212476027)

[21 RESPONSABILITE ET ASSURANCE 18](#_Toc212476028)

[21.1 Responsabilité sur les installations 18](#_Toc212476029)

[21.2 Responsabilité à l’égard de son personnel 19](#_Toc212476030)

[21.3 Assurances 19](#_Toc212476031)

[22 PRESTATIONS SIMILAIRES 19](#_Toc212476032)

[23 REGLEMENT DES DIFFERENDS 19](#_Toc212476033)

[24 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX 20](#_Toc212476034)

[I- PARTIE TECHNIQUE 21](#_Toc212476035)

[Description des ouvrages à réaliser 21](#_Toc212476036)

# OBJET ET FORME DU MARCHE

## Objet du marché

Le marché a pour objet les travaux d’entretien de 4 échangeurs à plaques V130 pour la période 2026 – 2029 du site François Mitterrand de la Bibliothèque nationale de France.

Les échangeurs concernés sont de marque VICARB type V130 et portent les identifications ECH9210A, ECH9210B, ECH9240A et ECH9240B.

Situés au niveau L3 de la galerie technique sous les tours T1 et T4, ils sont constitués chacun de 461 plaques en acier inoxydable AISI 304 avec joints en EPDM collés à chaud.

Il est prévu de faire les travaux d’entretien d’un échangeur par an :

- 2026 : échangeur ECH9240B ;

- 2027 : échangeur ECH9210A ;

- 2028 : échangeur ECH9210B ;

- 2029 : échangeur ECH9240A.

## Forme du marché

Le présent marché est conclu à prix mixtes. Il comprend une partie conclue à prix global et forfaitaire et une part à commandes, plafonnée à 20% du montant du forfait, basés sur les prix unitaires mentionnés à l’annexe 4 de l’acte d’engagement. Cette part à commandes a pour objet la fourniture de plaques dans le cadre du remplacement des plaques défectueuses lors des travaux d’entretien des échangeurs, le cas échéant. La pose de ces plaques neuves est comprise dans le montant global et forfaitaire du marché.

Le marché est passé sous la forme d’une procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

# PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

* L’Acte d’Engagement et ses annexes :
  + Annexe 1 : La demande de paiement sur compte identifié (document non contractuel) ;
  + Annexe 2 : La demande d’acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance ;
  + Annexe 3 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
  + Annexe 4 : Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
  + Annexe 5 : Engagement relatif aux clauses sociales (à compléter le cas échéant)
* Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
* Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021 ;
* Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux,
* Les normes françaises AFNOR;
* Le décret 65-48 du 8 janvier 1965 concernant la sécurité et la salubrité ;
* Le règlement sanitaire de la ville de Paris ;
* Les règles de sécurité et d’hygiène relatives aux installations classées ;
* Les instructions du fabricant ;
* Le mémoire technique remis par le Titulaire lors de sa soumission ;
* Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG-Travaux ne sera pas fourni au titulaire du marché. Ce dernier est présumé connu.

**Seul l’exemplaire du marché détenu par la BnF fait foi.**

Toute réutilisation, commerciale ou non, de l’ensemble des pièces du présent marché est soumise à l’autorisation préalable du service des marchés de la BnF.

# DURÉE – DÉLAIS

## Durée

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 48 mois. Il est prévu de réaliser chaque année des travaux d’entretien sur un échangeur.

## Délais particuliers d’exécution du marché

Le déclenchement des interventions sur les échangeurs est effectué par ordre de service. La durée d’exécution des travaux d’’entretien de chacun des échangeurs est de 3 mois à compter de l’OS de démarrage.

Pour les travaux d’entretien de chaque échangeur, la période disponible pour le démontage et le remontage de chaque équipement est comprise de janvier à avril et d’octobre à décembre de chaque année.

Les bons de commande seront émis dans le cadre des interventions sur les échangeurs le cas échéant.

# INTERVENANTS

## Titulaire

Le Titulaire est l’entreprise ou le groupement désigné par la BnF.

## Maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est la Bibliothèque nationale de France, représentée par Laurent VERCHERE, chargé de projet ( [laurent.verchere@bnf.fr](mailto:%20laurent.verchere@bnf.fr)).

## Conducteur d’opération

Le conducteur d’opération est Laurent VERCHERE, chargé de projet ([laurent.verchere@bnf.fr](mailto:laurent.verchere@bnf.fr)).

# OBLIGATION DES PARTIES

## Généralités

### Forme des notifications

Conformément à l’article 3.1 du CCAG/Travaux, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Par dérogation à l’article 3 du CCAG Travaux, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### Ordres de service

L’ensemble des stipulations de l’article 3.8 du CCAG/Travaux sont applicables.

## Obligations du Titulaire

### Obligation de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l’entière responsabilité, sera en tous points conforme aux exigences définies dans le présent CCP et est assortie d’une obligation de résultat, notamment concernant le respect des délais (intervention, remise des livrables, etc.).

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu’il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de la BnF toutes les informations requises pour satisfaire à l’obligation de résultat.

### Connaissance des lieux et environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé à la BnF tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d’apprécier exactement l’étendue et la teneur des travaux, objet du présent marché ; il ne pourra par la suite se prévaloir d’aucune omission, insuffisance de description ou de données et d’informations pour refuser d’intégrer dans sa prestation des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles le projet précité ne pourrait avoir une fonction optimale.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d’insuffisance de description, soit de difficulté d’accès ou d’organisation due aux particularités du lieu.

### Obligation d’information, de conseil et d’alerte

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale d’information, de conseil et de mise en garde de la BnF.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement la BnF sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts de la BnF.

## Obligations de la BnF

Le cas échéant, la BnF mettra à disposition du Titulaire tout document et information complémentaire nécessaires à l’exécution du présent marché.

Dans l’hypothèse d’une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l’incidence sur l’exécution du marché.

# CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION DES PRESTATIONS

## Contenu des prestations

Les prestations attendues sont décrites en partie II du présent CCP.

## Description des prestations

En complément des éléments mentionnés en partie II du présent CCP, sont à la charge du titulaire :

* La vérification et le relevé sur place des éléments nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
* Le planning d’exécution des travaux ;
* Les fournitures, matériels, main-d’œuvre et outillage nécessaires à une complète et parfaite exécution des travaux d’entretien demandés ;
* Tout le matériel nécessaire à l’application des règlements de sécurité pour la main-d’œuvre ;
* Le transport à pied d’œuvre, manutention et stockage des matériels mis en œuvre ;
* Les consignations électriques et de fluides en liaison avec le titulaire du marché de maintenance génie climatique ;
* Les dispositions nécessaires pour éviter tout dégât sur les installations existantes. Tout dommage constaté (coup, éraflures, bris, …) sera imputé à l’entreprise responsable ;
* Tous les nettoyages avant, durant et après les travaux seront entièrement à la charge de l’entreprise. Le chantier dans son ensemble sera tenu dans un état de propreté satisfaisante. Le maître d’ouvrage pourra sur simple demande, faire nettoyer, si bon lui semble et désigner une autre entreprise pour l’exécution de ces nettoyages aux frais de l’entrepreneur ;
* L’enlèvement et l’évacuation en décharge des matériels déposés, des déchets et gravois résultant des travaux ;
* La mise en service, les essais et réglage de l’installation

## Mesures générales

L’entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamations, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

* les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d’incendie et de panique inhérents aux modalités d’exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d’appareils thermiques.
* L’exploitation normale du domaine public et des services publics.
* L’exécution simultanée d’autres travaux.

L'intervention du titulaire ne devra pas constituer une gêne pour le fonctionnement de l'Etablissement. Il devra, en outre, prendre à sa charge toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

* bruits d’origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.),
* odeurs, fumées, gaz,
* poussières d’origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc…,
* détritus divers et gravois provenant de l’exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l’extérieur de l’enceinte des chantiers,
* sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d’exécution, si l’un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l’entrepreneur devra en référer au maître d’ouvrage.

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un permis feu fourni par le représentant du maître d'ouvrage.

## Obligations relatives au personnel

### Garantie de compétence

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu’il a désignés pour en assurer la conduite et dont il garantit les compétences dans le domaine concerné.

Les intervenants proposés par le Titulaire et désignés dans son offre doivent assurer personnellement et intégralement la prestation.

### Tenue et comportement du personnel

Le personnel mis à disposition par le Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l’environnement de l’Etablissement.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

* Interdiction de fumer ou de vapoter,
* Tenue vestimentaire en bon état de propreté,
* Interdiction d’introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d’y pénétrer en état d’ivresse,
* Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l’enceinte des bâtiments de l’établissement,
* Interdiction d’introduire des marchandises destinées à la vente,
* Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque,

**Par ailleurs, et en application de l’article 31.5.1 du CCAG Travaux, le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous la direction du titulaire (y compris les sous-traitants), doivent porter dans l’enceinte du chantier et en permanence, une carte d’identité professionnelle sécurisée.**

### Stabilité du personnel

Sauf cas de force majeure, le Titulaire doit garantir des ressources stables durant la prestation.

Si, lors de l’exécution des prestations, le représentant de la BnF juge que le comportement ou les compétences d’un intervenant ne correspondent pas aux qualifications requises pour la bonne réalisation des travaux objet du marché, le représentant de la BnF pourra réclamer par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception, la présentation d’un remplaçant.

Le remplacement devra intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande. Ce délai pourra être réduit à quarante-huit (48) heures si le motif provient d’un non-respect caractéristique des clauses du présent marché ou en cas de faute grave caractérisée.

## Consignes d'accès

Le personnel du Titulaire peut intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de toutes autres :

* Les locaux où auront lieu les travaux ;
* Les espaces éventuels qui seraient affectés au Titulaire dans le cadre du marché ;
* Les circulations permettant d'accéder aux différents locaux ci-dessus.

Des modalités complémentaires d’accès à certains locaux seront éventuellement définies ultérieurement par le responsable d’établissement, le personnel du Titulaire devra s’y conformer.

Le personnel du Titulaire devra observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l’Etablissement qui sont imposées par les caractéristiques du bâtiment ainsi que les contraintes fonctionnelles et acoustiques.

Il est précisé que les personnels devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l’exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l’établissement. Ils devront au préalable obtenir une autorisation d’accès pour chaque intervenant.

## Locaux mis à disposition

Sans objet.

## Dispositions particulières

Pour les produits inflammables, il est demandé à l'intervenant de l'entreprise de signaler au service de sécurité les stocks de ce type de produit.

L'emploi de chalumeaux ou appareils analogues peut être autorisé, dans certains cas, à condition de demander 24 heures à l'avance un permis feu au service de sécurité et de se conformer aux prescriptions de la personne publique ou de son représentant. Lorsque l'usage d'un chalumeau ou analogue est autorisé, les travaux ne seront jamais commencés sans l'accord du signataire du permis.

Il sera procédé journellement à l'enlèvement des matériaux particulièrement combustibles (tels que les matières plastiques et papiers d'emballage, déchets de carton, de bois, chiffons etc…) et des déchets alimentaires. Les matériaux de démolition seront évacués au plus tard en fin de semaine; ceux qui restent la propriété de l'établissement lui seront remis dès la dépose.

En cas d'anomalie importante, susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité, le Titulaire doit informer sans retard la personne responsable du site du caractère de cette anomalie et prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier.

En application des dispositions du code du travail, les opérations de chargement ou de déchargement, feront l'objet d'un document écrit dans les 15 jours suivant la notification du marché et avant toute livraison, dit « protocole de sécurité ». Le responsable du transport devra tenir un exemplaire de ce protocole de sécurité, daté et signé, à la disposition :

1° Des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises intéressées ;

2° De l'inspection du travail.

## Signalisation des chantiers

Le Titulaire assure la signalisation des différents chantiers engendrés par les prestations dues au titre du présent marché demandé par l’Etablissement, et prend toutes dispositions nécessaires qu’il jugera utiles afin de protéger l’ensemble du personnel de l’Etablissement ou du personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site, lors de travaux lui incombant au titre du présent marché.

## Gestion des déchets

Le Titulaire doit en matière de déchets se conformer aux dispositions de l’article 36 du CCAG/Travaux.

Pour tout ce qui concerne les déchets dangereux, les déchets comportant des métaux lourds, le Titulaire fournira à la BnF le bordereau de suivi des déchets fourni par l’exploitant de l’installation de transformation.

Pour les déchets électriques non dangereux et/ou ne contenant pas de métaux lourds, le Titulaire fournira à la BnF les certificats de destruction et/ou de traitements.

Pour tous les autres déchets la BnF se réserve la possibilité de demander au Titulaire de fournir tout document établissant l’élimination, le traitement ou la transformation desdits déchets dans le respect de la réglementation applicable.

## Sécurité et hygiène des chantiers- Etablissement du plan de prévention

L'installation, l'organisation et la sécurité du chantier devront être conformes aux termes de l'article 31 du CCAG Travaux. La réalisation des travaux est soumise aux dispositions du décret du 20/02/1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

## Plan de prévention (avant toute intervention dans les sites BnF)

Avant le début des prestations, le Titulaire doit faire connaître par écrit au donneur d’ordre :

* la date de leur arrivée prévisionnelle
* la durée prévisible de leur intervention
* les prestations à effectuer et le nombre prévisible de travailleurs affectés
* le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention
* les noms et références de leurs sous-traitants déclarés par un DC4 auprès du service des Marchés (le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des prestations dévolues à ceux-ci.

Le Titulaire est tenu aux inspections communes préalables des lieux de travail.

La présence du Titulaire, y compris ses sous-traitants éventuels est obligatoire pendant toute la durée de l’Inspection Commune Préalable (ICP). Dans le cas contraire, l’ICP devra être reportée.

Lors de l’ICP, les parties prenantes (donneur d’ordre et Titulaire) conviendront d’une date pour la signature du plan de prévention.

La signature du plan de prévention est obligatoire avant le début des prestations.

Pour assurer la coordination de sécurité, le donneur d’ordre organise avec le Titulaire, selon une périodicité qu'il définit, des inspections et réunions périodiques de coordination. Le Titulaire convié à une réunion de coordination par le donneur d’ordre, doit y participer.

# CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION DES PRESTATIONS

## Désignation des interlocuteurs

Le responsable de l’Etablissement désignera le représentant qui sera le seul désigné pour dialoguer avec le titulaire dès la notification du marché.

De même, le titulaire désignera un responsable, désigné seul interlocuteur de l’Etablissement.

## Suivi de la prestation

### Réunion de lancement

Une réunion de lancement aura lieu entre le Titulaire et la BnF, dans les locaux du pouvoir adjudicateur, dans les sept (7) jours suivant la notification du marché et chaque année avant le démarrage des travaux d’entretien de l’échangeur concerné.

### Réunions spécifiques

En fonction de l’évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie.

### Compte-rendu

Chaque réunion fera l’objet d’un compte-rendu établi par la BnF et envoyé au titulaire pour approbation et acceptation dans un délai d’une (1) semaine suivant la date de réunion.

## Horaires

Les jours et horaires de travail sont les suivants : du lundi au vendredi de de 7h00 à 18h00.

Les livraisons pourront avoir lieu du lundi au vendredi de 7h00 à 17h00.

Les jours de fermeture sont les jours fériés et les jours programmés de fermeture décrétés par la BnF. Ils seront communiqués au Titulaire à sa demande.

## Protocole de sécurité

En application des dispositions du Code du travail, les opérations de chargement ou de déchargement, feront l'objet d'un document écrit dit « protocole de sécurité » dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché et ce avant toute livraison. Le Titulaire du marché devra tenir un exemplaire de ce protocole de sécurité, daté et signé, à la disposition :

1. Des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises intéressées ;
2. De l'inspection du travail.

## Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre les matériaux, produits ou composants de construction figurant dans son offre, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché, en respectant exactement les marques, modèles, gammes et références y figurant.

Au cas où le Titulaire serait amené à proposer d’autres matériaux, produits ou composants de construction que ceux qu’il s’est engagé à mettre en œuvre dans le cadre de son offre, il devra les soumettre préalablement pour acceptation au maître d’ouvrage. Sous réserve de cette acceptation, le Titulaire du présent marché prendra en compte toutes les modifications qui en découlent.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction ne figurant pas dans la liste visée au premier alinéa, le Titulaire devra fournir et mettre à disposition sur le chantier les prototypes et échantillons qui lui auront été demandés par le maître d’ouvrage.

Les propositions du Titulaire seront acceptées ou refusées au vu desdits échantillons ou prototypes. Les échantillons et prototypes ayant conduit à accepter les éléments correspondants seront entreposés et conservés sur le chantier et pendant toute sa durée dans un local sécurisé prévu à cet effet.

Sur simple demande du maître d’ouvrage, le Titulaire devra produire une copie des bons de commande des matériaux, produits et composants de construction.

Par dérogation à l’article 21.1 du CCAG, le Titulaire n’a pas le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction pour ceux qui sont explicitement désignés dans le CCTP ou qui figurent dans la liste des matériaux et produits que le Titulaire s’est engagé à mettre en œuvre dans le cadre de son offre, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché.

Les outils utilisés seront obligatoirement homologués et conformes aux normes sur la sécurité du travail.

Tous les matériels seront de qualité industrielle certifiés NF ou toute autre certification en vigueur dans un état membre de l’union européenne.

La provenance sera indiquée par l’entreprise, et le maître d’ouvrage se réserve le droit, soit d’exercer une vérification sur la fabrication en usine de ces matériaux ou appareils, soit d’exiger la production des factures et certificats attestant leur origine.

# DEVELOPPEMENT DURABLE

## Clause sociale « ACCUEIL STAGIAIRE ECOLE » au bénéfice d’élèves de troisième et de seconde issus d’établissements classé en Réseau d’Éducation Prioritaire (REP), ou en Réseau d’Éducation Prioritaire renforcé (REP+) ou quartiers prioritaires de la politique de la ville[[1]](#footnote-1)

Si le titulaire s’est engagé dans son mémoire à accueillir un ou plusieurs stagiaires, il est tenu de respecter cet engagement. À défaut, les pénalités mentionnées à l’article 12.8 pourront être appliquées.

## Exigences environnementales relatives aux produits et procédés d’entretien des échangeurs thermiques à plaques

Le titulaire devra mettre en œuvre des mesures pour la prévention de la pollution de l’eau (traitement des émissions et des effluents, surveillance des rejets aqueux) ; La prévention de la pollution de l’air (maîtrise des rejets atmosphériques, réduction des Composés Organiques Volatiles (COV))

Les produits utilisés devront :

* être **conformes au règlement REACH (CE n°1907/2006)** et **au règlement CLP (CE n°1272/2008)** ;
* être accompagnés de **fiches de données de sécurité (FDS)** à jour et conformes ;
* présenter une **compatibilité prouvée** avec les matériaux constitutifs des échangeurs ;
* respecter les **valeurs limites de rejet** fixées par la réglementation en vigueur pour les effluents issus du nettoyage ;
* ne pas générer de **sous-produits dangereux** ou de composés halogénés persistants (AOX).

Le titulaire s’engage à :

* privilégier des **formulations à faible toxicité aquatique** et **hautement biodégradables** ;
* limiter l’usage d’acides minéraux forts au profit de **solutions tampons ou biodégradables** ;
* mettre en œuvre des procédés permettant la **réduction de la consommation de réactifs** ;
* **neutraliser les effluents** avant rejet conformément aux normes en vigueur (pH compris entre 6 et 9, absence de métaux ou phosphates en excès) ;
* assurer le **stockage sécurisé** des produits chimiques sur site (cuves à rétention, ventilation, signalisation conforme).
* utiliser des produits et procédés **limitant les émissions de vapeurs, brouillards et COV**

## Clause environnementale générale

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants devront veiller à l’empreinte environnementale des produits et services fournis à la BnF.

Pour se faire, le Titulaire s’assurera de :

* Privilégier l'achat, l'utilisation ou la fabrication d'éco produits ou de produits labellisés et certifiés (écolabels officiels, auto certification environnemental, éco profils)
* S’agissant des conditionnements des produits, privilégier l’emploi de matériels durables et le recours à l’emballage réutilisable, recyclable et/ou issus de matières recyclées. Le titulaire proposera des solutions de récupération des produits pour en assurer une réutilisation ou un recyclage mais aussi des alternatives aux matériaux les plus polluants (plastique à usage unique)
* Veiller à être vigilant dans le choix des différents types de transports utilisés et des méthodes d’approvisionnement employées dans le cadre de ses prestations. Pour cela, le Titulaire s’efforcera dans sa démarche environnementale de mettre des actions en place notamment sur les enjeux suivants :
* Pour la flotte de véhicule utilisés : le Titulaire veillera à utiliser des véhicules ayant un impact environnemental le plus faible possible et à respecter a minima les normes en vigueur ;
* Le Titulaire aura recours à des modalités d’acheminement permettant de minimiser l’impact environnemental. Le Titulaire maximisera autant que possible le regroupement des collectes et/ou livraisons, ainsi que des approvisionnements par des circuits terrestres.
* Minimiser la production de déchets générés par les produits et services fournis dans le cadre du contrat, tout au long du cycle de vie. Dans la continuité de sa démarche environnementale le Titulaire du marché veillera à traiter ses déchets conformément à la réglementation en vigueur et s’efforcera de maximiser leur valorisation en vue d’une réutilisation des matières recyclées.

En complément de l’article 20.2 du CCAG/Travaux, le Titulaire s’assure que les engagements environnementaux pris au sein de son offre sont vérifiables et peuvent faire l’objet d’un contrôle effectif, sous peine de l’application de la pénalité prévue à au présent CCAP.

La BnF pourra exiger à tout moment la production des éléments prouvant le respect des dispositions de cette clause.

# STIPULATIONS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

## Modalités d’établissement des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur en cas de nécessité de remplacer une ou plusieurs plaques défectueuses, conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

## Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte au moins :

* Numéro et objet du marché,
* Nature et la quantité des prestations à exécuter (avec référence des codes BPU),
* Montant H.T. et T.T.C. des prestations,
* Lieu et les modalités d'exécution des prestations,
* Type d’intervention,
* Délai d’intervention,

## Point de départ de la notification par courriel d’un bon de commande

Lorsque la BnF procède à la notification d’un bon de commande par courriel, le Titulaire doit en accuser réception par courriel dès réception ou au plus tard le jour suivant (1 jour ouvré). A défaut de réponse dans ce délai, la notification est réputée acquise à l’expiration de ce délai.

## Notification des bons de commande

Les bons de commande établis par le Pouvoir adjudicateur sont notifiés au Titulaire par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception.

Par dérogation à l’article 3.7.2 du CCAG/FCS, le Titulaire dispose d’un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande, pour informer le représentant du Pouvoir adjudicateur de ses observations éventuelles. En l’absence d’observations, passé ce délai, le Titulaire sera réputé avoir accepté la commande considérée sans réserve.

# CONTROLE ET RECEPTION DES LIVRABLES

## Documents à fournir avant l’exécution des travaux

Avant le démarrage des travaux, le Titulaire doit obtenir les accords et les autorisations nécessaires au démarrage auprès de la BnF et d’éventuels tiers.

|  |  |
| --- | --- |
| **Livrable** | **Délai de remise (en jours ouvrés)** |
| Document de renseignements Préalable au Plan de Prévention (DPPP) avec annexe Covid 19 | 8 jours avant le début des travaux |
| Le programme d’exécution des travaux faisant apparaître clairement les délais d’approvisionnement des pièces et les dates de phasage en concordance avec les délais d’exécution du marché | 10 jours à compter de la notification du marché |

La BnF se réserve un délai de cinq (5) jours ouvrés en premier envoi puis cinq (5) jours à compter de la réception de l’ensemble des documents nécessaires pour effectuer la vérification, qu'il s'agisse du premier envoi ou de la mise au point du document. Il est précisé qu'en cas de retard dans la fourniture des documents ou en cas d'insuffisance de ces documents, les retards correspondants sont mis à la charge du Titulaire, le délai contractuel n'étant pas modifié.

## Documents à fournir pendant l’exécution des travaux

Le Titulaire fournit à l’issue du remontage, un rapport d’intervention documenté dans le délai global d’intervention mentionné à l’article 3.2 du présent document.

En cas de détection, au cours des opérations d’entretien, de plaques d’échangeur présentant des défauts (corrosion, fissures, perforations, déformation, usure excessive, décollement de joints, etc.), le titulaire est tenu de remettre un rapport de constat comportant la description précise des défauts observés (photographies à l’appui le cas échéant)

Aucune intervention de remplacement ne pourra être engagée sans validation écrite préalable du maître d’ouvrage.

Les modalités d’approbation sont identiques à celles indiquées dans l’article 8.1 du présent document.

# VERIFICATIONS - RECEPTION DES TRAVAUX

## Vérification des travaux

Les vérifications portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées au vu du rapport d’intervention et de la constatation effectuée sur site (contrôle visuel et remise en eau avec constatation d’absence de fuite)

## Réception des travaux

À l’issue des opérations d’entretien et après vérification de la conformité des prestations exécutées, **un procès-verbal de réception** est établi et signé conjointement par le représentant du maître d’ouvrage et le titulaire.

Le Titulaire s’engage à remédier à toutes imperfections, malfaçons ou non-conformités constatées lors de la vérification des travaux, dans le délai global d’exécution mentionné à l’article 3.2 du présent CCP, et ce, avant la signature du procès-verbal de réception

# PENALITES

## Modalités d’application des pénalités

Par dérogation à l’article 19.2.1 du CCAG/Travaux, les pénalités pourront être appliquées dès le premier euro.

Par dérogation à l’article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant des pénalités est plafonné à 30% du montant du marché ou du bon de commande.

Les pénalités peuvent être appliquées sur simple constatation du manquement par la BnF et sans mise en demeure préalable, par dérogation à l’article 19.2.4 et 19.2.5 du CCAG/Travaux. Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l’entreprise. Elles ne sont pas libératoires.

## Pénalités de retard

Par dérogation à l’article 19.2.3 et 19.3 du CCAG/Travaux, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard en cas de :

* dépassement du délai global de réalisation des travaux (incluant le retard dans le repliement et le nettoiement des installations de chantier),
* dépassement des délais contractuels pour la remise des différents livrables indiqués au marché.

## Pénalité pour absence injustifiée aux réunions

En cas d’absence aux réunions, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € par absence.

## Absence de nettoiement des emprises de chantier

En application de l’article 37.1 du CCAG/Travaux, le Titulaire procède au dégagement, au nettoiement et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d’ouvrage pour l’exécution des travaux. Il est précisé que le Titulaire doit le nettoiement quotidien de ses emprises.

Dans le cas où, le nettoyage, le dégagement ou la remise en état ne seraient pas exécuté, la BnF se réserve la possibilité de faire réaliser ces opérations par un tiers et les frais et risques correspondants seront mis à la charge du Titulaire. Par dérogation à l’article 37.2 du CCAG/Travaux, ces sanctions s’appliquent sans mise en demeure préalable.

## Pénalité pour perte de badge

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de cent euros par badge perdu.

## Absence d’une carte d’identité professionnelle sécurisée

En application de l’article 5.3.2 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d’appliquer une pénalité de 100€ par absence de présentation d’une carte d’identité professionnelle sécurisée.

## Pénalités pour manquement aux engagements environnementaux et sociaux

En cas de manquement aux engagements environnementaux pris par le Titulaire, une pénalité de 100 € par manquement pourra être appliquée.

# PRIX

## Nature et forme des prix

Le présent marché est conclu à prix mixtes. Il comprend une partie conclue à prix global et forfaitaire et une part à commandes, plafonnée à 20% du montant du forfait, basés sur les prix unitaires mentionnés à l’annexe 4 de l’acte d’engagement.

Conformément à l’article 16 du CCAG/Travaux, le forfait s’entend à plus ou moins 5% du montant figurant dans l’acte d’engagement.

Les prix sont révisables.

## Contenu des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les prestations, y compris environnementales, prévues au CCP et dans les autres documents contractuels ainsi que les dépenses résultant de l’exécution des travaux.

Les prix du marché sont établis en euros hors TVA en tenant compte notamment des éléments ci-après :

* du respect du cahier des charges et des frais induits ainsi que de toutes les conditions d’exécution décrites dans le marché (charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d’exécution, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l’exécution des prestations),
* du respect du planning d’exécution des travaux,
* des contraintes de maintien quels que soient l’organisation et le phasage des travaux pour :
* le fonctionnement de tous les ouvrages en service,
* les accès pour le personnel d’exploitation, d’entretien et de maintenance de l’ouvrage en service,
* les accès des services de secours,
* de la mise en place de panneaux règlementaires de chantier,
* de toutes les prestations de manutention, transport, stockage intermédiaire des matériaux et fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d’installation,
* de toutes les dépenses imposées par la réalisation de mesures et d’essais de contrôle,
* de toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la qualité définies dans les pièces du marché,
* de l’obligation d’assurer le nettoyage et l’entretien permanent des alentours du chantier,
* des exigences du contrôleur technique et du coordonnateur SPS,
* de la réalisation, de la modification et de la validation des études d’exécution.

Le Titulaire du marché sera toujours tenu, moyennant le prix fixé à sa soumission de mener jusqu'à complet achèvement tous les travaux qui lui auront été attribués y compris ceux non décrits mais nécessaires à la parfaite réalisation du marché.

## Variation des prix

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la de remise des offres, dit « mois zéro » (m0). Les prix sont réputés fermes pendant les douze premiers mois suivant la prise d’effet du marché.

Au-delà de cette période, les prix sont révisables à chaque date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

Cn = 15% + 85% (I(n) / I(o))

Dans laquelle :

- Cn = coefficient de révision ;

- Index (n) = La valeur de l’index de référence établi au mois de révision.

- Index (o) = la valeur de l'index de référence établi au mois de démarrage du marché

L'index de référence est le suivant : BT38 « Plomberie Sanitaire (y compris appareils » (Base 100 en 2010) (identifiant INSEE 001710972)

## Clause butoir

Dans le cadre de la révision annuelle des prix, l’évolution annuelle est limitée à 3%. Ce pourcentage constitue donc un plafond.

## Clause de sauvegarde

Si l’évolution annuelle est supérieure à 3%, la BnF se réserve le droit de résilier le marché pour motif d’intérêt général sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

# MODALITES DE PAIEMENT

## Acomptes

Le règlement s’effectuera sur la base d’un paiement unique, à la réception des travaux d’entretien de chaque échangeur conformément aux prix renseignés dans la décomposition du prix global et forfaitaire, révisée le cas échéant.

Les prestations de la part à commandes seront réglées à la réception des travaux d’entretien de chaque échangeur conformément aux prix renseignés dans le BPU, révisée le cas échéant. Le paiement d’un bon de commande vaut paiement partiel définitif.

## Facturation

Le Titulaire remet à la BnF une facture accompagnée systématiquement des listes d'émargement précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l’exécution du marché.

* La facture doit indiquer, outre la date et le numéro d'identification :
* Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
* Le numéro d’inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
* Le numéro de SIRET ;
* Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
* Les travaux exécutés,
* Le lieu d’exécution des travaux,
* Le montant hors TVA des travaux exécutés,
* Le taux et le montant de la TVA en vigueur au moment de l'établissement des pièces,
* Le montant total de travaux exécutés toutes taxes comprises,
* La date,
* Les références précises du marché.

La BnF se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

## Modalités de règlement

Pour l’envoi de vos factures via le portail Chorus, veuillez utiliser les éléments suivants :

* Code Siret BnF : 180 046 252 00177
* Code service : **SBC**

**Les numéros d’engagement et de marché seront communiqués dans le courrier de notification**

**Voir à cet effet le guide Dématérialisation des factures – Portail Chorus Pro, joint au marché.**

## Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de trente (30) jours.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d’intérêts moratoires, à compter du jour suivant l’expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

# CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

## Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

## Avance

En application de l’article 10.1 du CCAG/Travaux, l’option B s’applique. En effet, lorsque le Titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l’avance prévue à l’article R. 2191-10 du Code de la commande publique est porté à 10%, sauf indication contraire portée par le Titulaire dans l’acte d’engagement.

Lorsque le Titulaire ou son sous-traitant n’est pas une petite ou moyenne entreprise, alors l’avance prévue à l’article R. 2191-7 du Code de la commande publique de 5% sera versée au Titulaire sauf indication contraire portée par le Titulaire dans l’acte d’engagement.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d’un (1) mois à partir de la date de notification du marché.

Le remboursement de cette avance se fera à la première demande de paiement.

Conformément aux dispositions de l’article R. 2193-19 du Code de la commande publique, dès lors que le Titulaire du marché remplit les conditions pour bénéficier d’une avance, cette dernière est versée sur leur demande aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l’acte spécial de sous-traitance par la BnF. Le remboursement de cette avance s’impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l’avance accordée au Titulaire du marché.

# SOUS-TRAITANCE

## Désignation de sous-traitants

Conformément à l'article 3.6 du CCAG/Travaux, l'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation de ce sous-traitant est constatée par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

## Modalités de paiement direct des sous-traitants

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra obligatoirement comporter :

* le nom du Titulaire et celui du sous-traitant le cas échéant
* les références de l'acte spécial : N°, montant T.T.C, taux de T.V.A., prestations sous-traitées
* le mois des prestations sous-traitées
* la numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial)
* le montant T.T.C. à régler directement
* le taux de la T.V.A. appliquée au montant H.T.

# GARANTIE

## Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date de réception des prestations.

# PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les articles 45 à 48 du CCAG/Travaux sont applicables.

# DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution du marché public, la BnF est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés du prestataire Titulaire (ou des membres du groupement) et de ses éventuels sous-traitants et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant, ensemble ci-après désignés sous le vocable « les personnels du prestataire ».

La BnF s'engage à traiter ces données à caractère personnel conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le Règlement européen sur la protection des données, RGPD), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, la BnF a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

La collecte de ces données (nom, prénom, fonction, nom de la société, et selon le cas : coordonnées téléphoniques et/ou postales, email, photographie, immatriculation du véhicule) a pour objectif :

* Le suivi de l'exécution du présent marché et des engagements afférents. Ces données sont conservées pendant la durée du marché et des garanties (biennale, décennale ou autres) associées, et dans la limite des recours possibles ;
* Le cas échéant, la délivrance des badges d'accès, des autorisations de circulation et autres autorisations d'accès sur les sites de la BnF, notamment TÉLÉMAQUE, le contrôle Vigipirate, l’accès cantine le cas échéant. Ces données sont conservées au maximum pendant une durée de quatre (4) ans après le départ de la personne ;
* La gestion de crise en cas d'urgence (uniquement pour les responsables de site). Ces données sont conservées pendant la durée du marché.

Les personnels du prestataire concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant auprès du délégué à la protection des données (DPD) de la BnF, à l'adresse suivante : [dpd@bnf.fr](mailto:dpd@bnf.fr), en précisant l'objet de leur demande, étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

# RESILIATION

La BnF a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement et notamment dans les cas suivants :

* soit pour évènements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l’article 50.1 du CCAG Travaux,
* soit du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son mandataire, dans les conditions prévues à l’article 50.2 du CCAG/Travaux,
* soit pour faute du Titulaire, dans les conditions prévues à l’article 50.3 du CCAG Travaux ou dans les cas décrits au CCAG/Travaux,
* soit pour motif d’intérêt général conformément à l’article 50.4 du CCAG/Travaux.

En complément des dispositions de l’article 50.3 du CCAG Travaux et sans préjudice de l’application d’éventuelles pénalités, la BnF peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

* Si le Titulaire n’accomplit pas les diligences nécessaires à l’exercice de sa mission ;
* Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
* Lorsque le Titulaire s’est livré, à l’occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
* En cas de retard significatif, retards successifs et/ou absences répétées aux réunions ;
* En cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels (CCP, mémoire technique, DPGF).

# RESPONSABILITE ET ASSURANCE

## Responsabilité sur les installations

Le Titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu. Cela suppose que toutes les installations soient, après intervention, en parfait état de fonctionnement et de sécurité et aient un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

Par ailleurs, si, lors d'une intervention, le Titulaire constate une détérioration des équipements, il doit, avant de commencer les prestations de maintenance, en informer le représentant de l'établissement. Faute de quoi, il en sera tenu pour responsable avec obligation de remise en état à sa charge.

Le Titulaire est également responsable :

* des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution ou par carence ou retard d’exécution de ses prestations,
* des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à l'établissement, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations,
* des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel mis à disposition du Titulaire par l’établissement,
* du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de l'établissement.

## Responsabilité à l’égard de son personnel

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers. Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'établissement et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le Titulaire doit se soumettre aux sujétions spéciales et aux règlements relatifs à l'exécution de prestations dans l'enceinte des bâtiments de type E.R.P et IGH. Il doit, en particulier, instruire son personnel et attirer l'attention de ce dernier sur les mesures de sécurité à prendre.

## Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire, ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent fournir les attestations d'assurances énumérées ci-après :

* une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après la réception des travaux et tant au cours qu'après l'exécution des prestations.
* une assurance garantissant leur responsabilité au titre des garanties légales (de parfait achèvement, de bon fonctionnement).

En application des dispositions du code du travail, les opérations de chargement ou de déchargement, feront l'objet d'un document écrit dans les 15 jours suivant la notification du marché et avant toute livraison, dit « protocole de sécurité ». Le Titulaire du marché devra tenir un exemplaire de ce protocole de sécurité, daté et signé, à la disposition :

1° Des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises intéressées ;

2° De l'inspection du travail.

# PRESTATIONS SIMILAIRES

La BnF se réserve la possibilité de confier au Titulaire du présent marché, en application de l’article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d’une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable.

# REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Par dérogation à l’article 55 du CCAG-Travaux, le différend doit être soumis à l'avis du Comité consultatif national du règlement amiable.

# DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux articles du CCAG-Travaux par le présent CCP sont les suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Article CCP** | **Article CCAG-Travaux** |
| 5.1 | 3 |
| 7.5 | 21.1 |
| 9.4 | 3.7.2 |
| 12 | 19; 37.2 |
| 23 | 55 |

1. **PARTIE TECHNIQUE**

# Description des ouvrages à réaliser

Les échangeurs concernés sont de marque VICARB type V130 et portent les identifications ECH9210A, ECH9210B, ECH9240A et ECH9240B.

Situés au niveau L3 de la galerie technique sous les tours T1 et T4, ils sont constitués chacun de 461 plaques en acier inoxydable AISI 304 avec joints en EPDM collés à chaud.

La pression de service est de 16 bars pour une pression d’épreuve de 24 bars.

Le régime de température est de 35/28 ° C pour le primaire et de 26,7/33,7 ° C pour le secondaire. La température d’étude est de 50 ° C.

Les formulations chimiques mise en jeu dans le cadre de traitement des eaux sont notamment des dérivés de chlore et de brome, de l’hydroxyde de sodium, de l’acide phosphorique.

L’ordonnancement des travaux sera le suivant :

- 2026 : échangeur ECH9240B ;

- 2027 : échangeur ECH9210A ;

- 2028 : échangeur ECH9210B ;

- 2029 : échangeur ECH9240A.

Au titre du marché, le Titulaire devra pour l’ensemble des plaques :

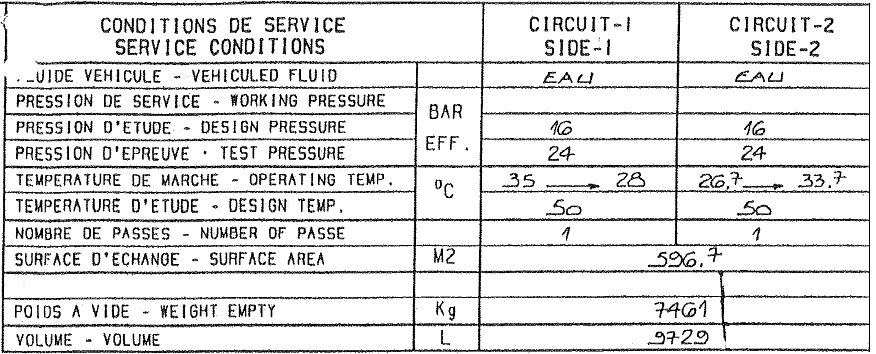
* La sécurisation hydraulique de l’échangeur démonté ;
* La manutention et l’enlèvement ;
* Le traitement chimique pour un décapage complet sans altération de l’acier inoxydable et des joints ;
* Les rinçages ;
* Le ressuage ;
* La manutention et la remise en place des plaques ;
* L’ouverture et la fermeture de l’échangeur à la centrale hydraulique suivant les dispositions Constructeur.

Les plaques détectées défectueuses seront remplacées après accord du maître d’ouvrage sur la base d’un rapport de constat, par des plaques à l’identiques, à savoir : plaques de 0,8 mm d’épaisseur en acier inoxydable AISI 304 avec joints en EPDM collés à chaud.

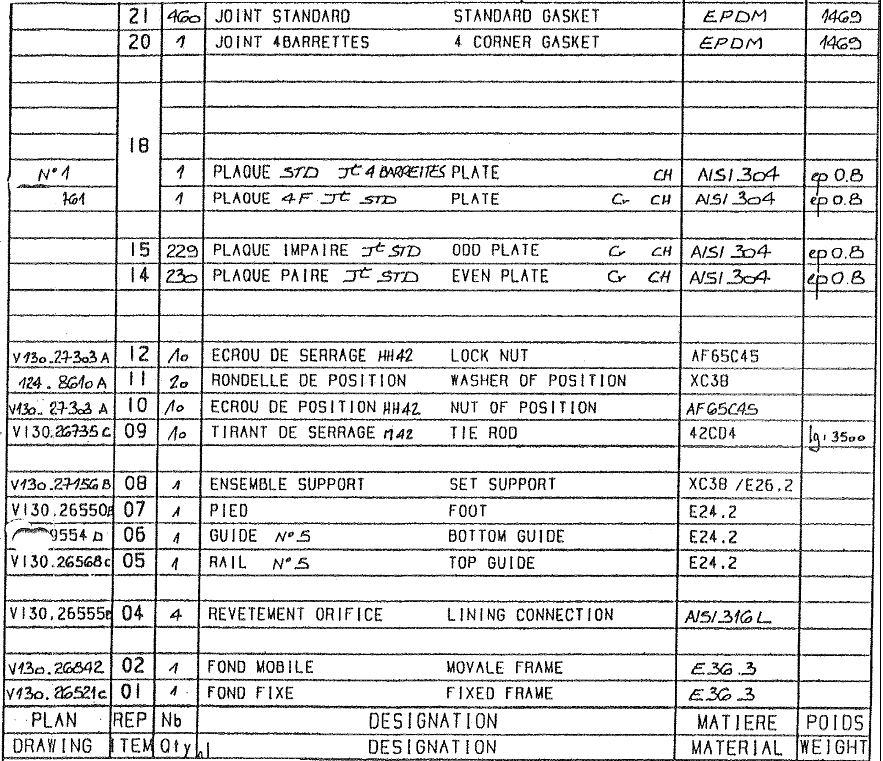
A titre d’information, le bilan de l’état des plaques du marché précédent est le suivant :

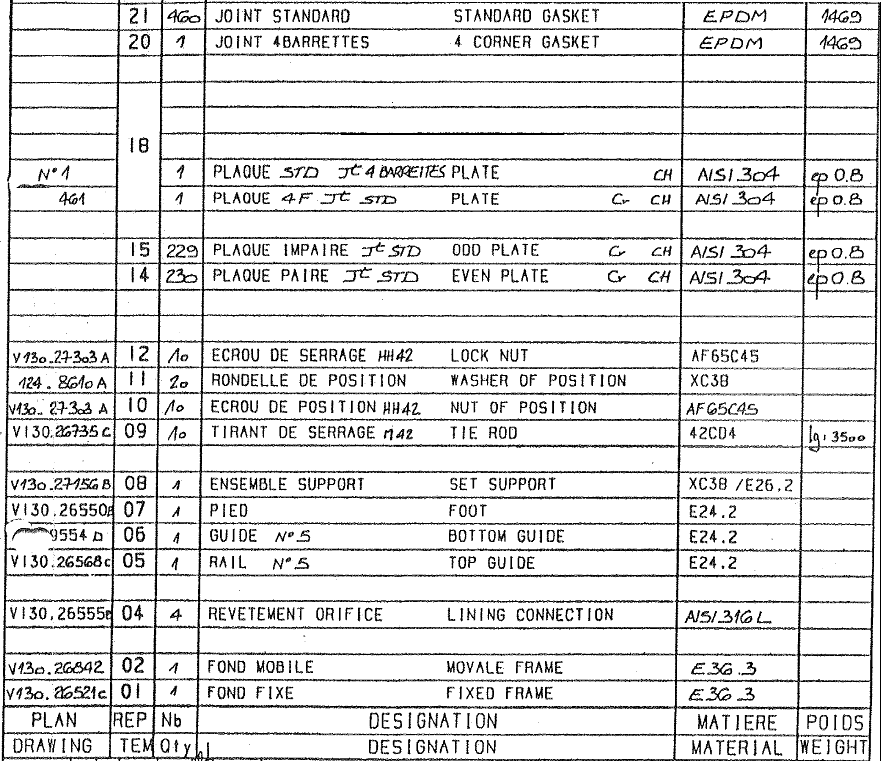
|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Echangeur | Date de remise en service | Plaques conformes | Plaques non-conformes remplacées | Plaques remontées |
| ECH9240B | 06/04/2022 | 461 | 0 | 461 |
| ECH9210A | 01/02/2023 | 451 | 10 | 461 |
| ECH9210B | 18/01/2024 | 389 | 72 | 461 |
| ECH9240A | 28/01/2025 | 460 | 1 | 461 |

**Caractéristiques des échangeurs**



**Nomenclature**





|  |
| --- |
| **Vue de gauche** |
|  |

|  |
| --- |
| **Vue de face** |
|  |
|  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Vue de droite** |
|  |  |
|  |  |
|  | **Vue de dessus** |
|  |  |

|  |
| --- |
| **Ordonnancement des plaques** |
|  |

|  |
| --- |
|  |
|  |

|  |
| --- |
|  |
|  |
|  |
|  |

1. Les établissements relevant d’une zone REP ou REP+ sont définis par arrêté ministériel. La liste officielle peut être consultée sur le site du ministère de l’Éducation nationale.

   <https://data.education.gouv.fr/explore/dataset/fr-en-etablissements-ep/table/?disjunctive.ep_2022_2023&disjunctive.uai_tete_de_reseau&disjunctive.libelle_region&disjunctive.libelle_academie&disjunctive.libelle_departement&disjunctive.nom_commune&disjunctive.type_etablissement&disjunctive.qp_a_proximite_o_n> [↑](#footnote-ref-1)